

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	47	28

N° de la séance : 48

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Fonctionnement du Comité
Local pour le Logement Autonome des
Jeunes API PROVENCE - Convention
triennale de partenariat

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.103

Date de la convocation :

Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Serge AMAR, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame BLAZY,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à travers sa politique de développement du logement, soutient certaines actions portées par des associations ayant des expériences dans le domaine concerné et présentant les qualités requises.

L'association « **Accompagnement-Promotion-Insertion Provence** » (**API PROVENCE**) a pour vocation de promouvoir le droit au logement pour tous ; elle gère le **Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ)** et assure ainsi une réelle fiabilité à cette action indépendante qui s'adresse aux jeunes de 16 à 30 ans en recherche de logement.

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis a été un partenaire financier important du CLLAJ à travers 3 conventions pluriannuelles (de 2007 à 2009 ; de 2010 à 2012 et de 2013 à 2015).

En s'appuyant sur l'expérience existante depuis 2007 avec cette association, et au vu de l'évaluation positive qui en est faite, les partenaires institutionnels - *la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, la CASA, le Conseil Départemental des Alpes Maritimes, le Conseil Régional PACA et API PROVENCE*- souhaitent renouveler l'action menée par le CLLAJ, pour une durée de 3 ans du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018.

Le CLLAJ a pour objectif :

- d'aider les jeunes de la CASA dans leur recherche d'accès au logement, de lever les difficultés particulières auxquelles ils sont confrontés et de les aider à s'approprier un logement ;
- de participer à la politique de logement des jeunes.

Il assure une gestion spécifique de la demande de logement des jeunes en développant plus particulièrement les missions suivantes :

- Accueillir, informer, orienter,
- Mettre en place des accompagnements personnalisés,
- Participer à la politique de logement : mise en synergie des partenariats locaux,
- Faciliter l'accès au logement,
- Observer l'évolution de la demande.

La CASA souhaite apporter une contribution financière annuelle à hauteur de 65 000 €, au titre du renforcement de son partenariat avec l'association chargée d'apporter des solutions en terme d'habitat (parc privé et public) aux jeunes du territoire de la CASA en établissant un partenariat privilégié avec le service logement communautaire.

Considérant que les actions d'insertion par le logement menées par cette association s'inscrivent dans les compétences Habitat transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la Communauté en raison du caractère essentiel du projet ;

Vu la délibération relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social/habitat du 10 juillet 2006,

Vu le Programme Local de l'Habitat, validé par le Conseil Communautaire du 23 décembre 2011 dont un des objectifs opérationnels est de conforter les parcours résidentiels des jeunes (action 1.2 fiche 1.2.2),

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le partenariat avec l'association API Provence pour la gestion du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ),
- d'approuver la convention de partenariat relative au Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes entre l'association API PROVENCE, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, le Conseil Départemental des Alpes Maritimes, le Conseil Régional PACA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, conclue pour une durée de 3 ans,
- d'imputer les crédits nécessaires à ce partenariat, fixés à 65.000 € par an sur le compte 6574 de la direction habitat logement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le partenariat avec l'association API Provence pour la gestion du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ),
- d'approuver la convention de partenariat relative au Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes entre l'association API PROVENCE, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, le Conseil Départemental des Alpes Maritimes, le Conseil Régional PACA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, conclue pour une durée de 3 ans,
- d'imputer les crédits nécessaires à ce partenariat, fixés à 65.000 € par an sur le compte 6574 de la direction habitat logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU
Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes API Provence**

2016 – 2018

ENTRE

La CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES ALPES-MARITIMES, dont le siège est situé 47 Avenue de la Marne à NICE (06600), représentée par son directeur général, Monsieur Yves FASANARO, habilité à signer la présente convention en application de l'article 122.1 du code de la sécurité sociale.

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS dont le siège est situé 449 route des Crêtes, Les Genêts, BP 43, à Sophia-Antipolis Cedex (06901), représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, autorisé à signer la présente convention par le bureau communautaire en date du *****,

Le DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES, dont le siège est situé centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour – BP 3007 – 06201 Nice Cedex 3, représenté par le président du conseil départemental autorisé à signer la présente convention par délibération de la commission permanente en date du

LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR dont le siège est situé 27 place Jules Guesde, à Marseille Cedex 20 (13 481), représentée par le président du conseil régional, M. Christian ESTROSI autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil régional n°.....du.....

ET

L'association API PROVENCE, dont le siège est situé 438 Boulevard Emmanuel Maurel à Vence, (06140), représentée par son président Monsieur Pierre BREUIL, mandaté par le conseil d'administration en date du

Préambule :

✚ **La Caisse Nationale d'Allocations Familiales** a inscrit dans sa Convention d'Objectif et de Gestion depuis 2009 un programme d'accompagnement de l'autonomie des jeunes, élément de passage à l'âge adulte, et les actions qui en découlent :

- Permettre l'accès des jeunes au logement en favorisant l'accès à leurs droits.
- Accompagner l'autonomie des jeunes de 16 à 25 ans.

Les Caisses d'allocations familiales déclinent cette politique d'action sociale par le soutien aux équipements et aux partenaires locaux. C'est à ce titre que la Caf des Alpes Maritimes soutient, depuis sa création, l'action CLLAJ mise en œuvre et gérée par l'association « API Provence ».

✚ **La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)** a prévu dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2017 de conforter le parcours résidentiel des jeunes, en améliorant l'accès au logement au travers de structures ou dispositifs innovants. En effet, sur le territoire de la CASA il est constaté une précarisation constante du parcours professionnel des jeunes, ce qui contraint les personnes à s'orienter de plus en plus vers des logements temporaires ou des structures d'hébergement. Le suivi mis en place par le CLLAJ depuis de nombreuses années (accompagnement des jeunes à trouver des solutions de logement dans un marché immobilier tendu tant dans le parc privé que dans le parc public), répond aux attentes de la CASA dans son souhait de répondre aux besoins des publics spécifiques. C'est dans ce cadre que la CASA soutient l'action du CLLAJ portée par l'association API PROVENCE, en apportant une contribution financière annuelle, renouvelable trois ans, par la signature du présent accord de principe.

✚ **Le Département des Alpes-Maritimes**, dans le cadre de sa politique d'aides aux jeunes en difficulté, soutient chaque année des actions d'insertion en faveur des personnes âgées de 16 à 30 ans. Il intervient notamment au titre du fonds d'aide aux jeunes, dispositif transféré aux Départements par la loi n°2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, par le financement d'aides individuelles et collectives en faveur des jeunes en difficulté inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle. C'est dans ce cadre que le Département soutient l'action CLLAJ depuis sa mise en œuvre par l'association API Provence, en apportant une contribution financière annuelle, renouvelée au titre du fonds départemental d'aide aux jeunes, par la signature de la présente convention.

✚ **La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, a défini par délibération du 27 octobre 2010 sa politique volontariste de solidarité visant à réduire les inégalités territoriales et créer les conditions d'une vie digne pour tous. Elle a également confirmé sa politique volontariste en matière d'habitat et de logement par délibération du 12 décembre 2014 notamment son soutien aux actions d'insertion par le logement des publics en difficulté.

A ce titre, la Région soutient des opérateurs associatifs dans la conduite d'actions visant à apporter des réponses aux situations de populations en difficulté d'accès ou de maintien dans un logement décent et adapté.

Les actions de l'association Api Provence et plus particulièrement de son service CLLAJ sur le territoire de la CASA sont en cohérence avec les politiques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en faveur de l'accès au logement des jeunes.

La Région souhaite ainsi poursuivre son partenariat avec l'association API Provence.

✚ **L'association API Provence** a pour vocation de promouvoir le droit au logement pour tous. Les difficultés d'hébergement pour l'ensemble des actifs ont été diagnostiquées sur le territoire communautaire, a fortiori pour les jeunes qui ne possèdent pas les garanties financières suffisantes pour le marché locatif et encore moins pour l'accession.

En s'appuyant sur l'expérience existante depuis 2007 et au vu de l'évaluation positive qui en est faite, les partenaires institutionnels souhaitent pérenniser le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ).

Ce service, géré par l'association API Provence, s'inscrit totalement dans son champ d'intervention. L'association assure une réelle fiabilité à cette action indépendante.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir, pour sa période de validité, les engagements respectifs de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, du Département des Alpes Maritimes, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'association Api Provence en vue de mettre en œuvre des missions en direction des jeunes, plus particulièrement dans leur accès à un logement décent, adapté et autonome.

Article 2 : les missions et la forme juridique de l'association API PROVENCE :

Le service CLLAJ est un dispositif de l'association API Provence qui a pour objectif :

- D'aider les jeunes dans leur recherche d'accès au logement, de lever les difficultés particulières auxquelles ils sont confrontés et de les aider à s'approprier un logement,
- De participer à la politique de logement des jeunes,

L'association API Provence assure ce service sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis.

Le service CLLAJ assure une gestion spécifique de la demande de logement des jeunes en développant plus particulièrement les missions suivantes :

- **Accueillir, Informer, Orienter,**
- **Mettre en place des accompagnements personnalisés,**
- **Participer à la politique de logement : mise en synergie des partenariats locaux,**
- **Faciliter l'accès au logement.**
- **Observer l'évolution de la demande.**

Le service CLLAJ est un partenaire permettant d'évaluer les besoins réels du territoire de la CASA et d'orienter les politiques du logement pour les jeunes.

Le service est porté par l'association API Provence dotée d'une personnalité juridique autonome, dont la mission essentielle est le logement des jeunes. Il est caractérisé par une comptabilité indépendante et un personnel dont les missions, les qualifications et la durée du travail sont précisément identifiées.

Article 3 : le public et le territoire

Le dispositif CLLAJ est ouvert à tous les jeunes de 16 à 30 ans en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement sur le territoire principalement issu de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Article 4 : les moyens pour la mise en œuvre

Pour assurer la mission qui lui est confiée, l'association API Provence s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires garantissant l'opérationnalité de l'action.

Pour ce faire, le service CLLAJ s'attache à décliner une offre de service telle que :

4.1 La prospection, le développement et le rapprochement de l'offre et de la demande

• Une prospection de terrain et/ou téléphonique est effectuée auprès des agences immobilières, des résidences étudiantes et de vacances, afin de recenser le maximum d'offres locatives sur le territoire CASA. Le réseau actuellement créé doit être utilisé et développé. Ces offres sont recensées et mises à disposition du public.

4.2 La mise en place d'actions collectives

♦ Des ateliers d'information sont animés sur différents lieux géographiques afin de répondre au mieux à la demande des jeunes et d'assurer un service de proximité, tels que :

- les Foyers de Jeunes Travailleurs d'Antibes et de Valbonne
- le BIJ d'Antibes
- l'antenne de la Missions Locale de Vallauris.

4.3 La mise à disposition un fond documentaire

♦ Les jeunes disposent d'un fond documentaire : fiches CIDJ, plaquettes d'information de l'ADIL, du dispositif du 1%, etc...

4.4 La mobilisation des dispositifs locaux

♦ Concertation avec les différents partenaires (FJT, ALFAMIF, Service Logement, conseillers-emploi des 6 antennes de la Mission Locale), pour faire le point de la situation de chaque jeune et apporter le meilleur accompagnement possible :

- ♦ Participation au Réseau Santé Précarité,
- ♦ Travail en partenariat avec les FJT d'Antibes et Valbonne,
- ♦ Travail en partenariat avec la direction habitat logement de la CASA et les guichets logements communaux de la CASA,
- ♦ Partenariat avec le collecteur 1% sur l'utilisation des différents dispositifs et la gestion intégrale des dossiers,
- ♦ Participation aux réunions mensuelles de la Plate-forme Hébergement Logement communautaire,
- ♦ Participation aux réunions et manifestations locales, régionales et nationales sur le thème du logement,
- ♦ Adhérer et faire partie intégrante de l'Union Régionale des CLLAJ PACA.

4.5 L'observation de l'évolution de la demande :

- ♦ Analyse quantitative de l'évolution de la demande,
- ♦ Analyse qualitative des effets de socialisation et d'insertion produits par la mise en œuvre des actions habitat,
- ♦ Diagnostic économique et social des politiques locales, des flux de population d'habitat.

4.6 L'accueil des jeunes

Pour assurer son fonctionnement, le service CLLAJ nécessite 3 personnes :

- ✓1 responsable de l'action sociale CLLAJ à 80 %
- ✓1 accompagnatrice sociale à 100 %
- ✓1 secrétaire administrative et sociale à 100 %

qui conditionnent l'octroi des financements permettant leur rétribution.

L'accueil du public est organisé à Antibes 5 jours par semaine, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, dans les locaux situés 2067 chemin St Claude, immeuble Proxima, 3^{ème} étage.

Une permanence d'accueil de proximité est assurée sur l'Antenne de la Mission Locale Antipolis de la commune de Vallauris tous les 15 jours ou l'accompagnatrice sociale reçoit les jeunes sur rendez-vous et sur le flux.

4.7 La mise en place d'un accompagnement personnalisé

♦ Entretiens individuels afin d'établir un diagnostic et un plan d'actions dans les locaux d'Antibes ou sur la permanence de Vallauris,

- ♦ Accompagnement sur la recherche de logement avec recensement des offres locatives des sites internet, des agences immobilières, de la presse locale. Simulation avec le jeune pour savoir comment démarcher et que dire pour obtenir une visite de l'appartement,
- ♦ Médiation avec les différents acteurs du logement et en particulier avec les agences immobilières (étalement de la dette, respect du préavis...),
- ♦ Montage et suivi en totalité des demandes d'aides financières, notamment FSL, FDAJ, LOCAPASS, Aide Jeune locataire 06.

4.8 L'information

Un travail de communication est réalisé comme la parution d'articles de presse dans Nice Matin, sur les supports d'information des différentes communes, etc...

Des affiches et prospectus sont réalisés et distribués auprès des agences immobilières, travailleurs sociaux, associations, CCAS, services jeunesse, etc...

Une partie du site internet de la Mission Locale Antipolis est réservée au service CLLAJ.

Un site internet propre à l'Association API PROVENCE permet la visualisation des actions menées par le CLLAJ.

4.9 L'orientation

Un travail d'orientation sur les différentes structures et partenaires est réalisé sous la forme de mises en relation avec:

- ✓ Les partenaires concernant l'hébergement : foyers de jeunes travailleurs, associations, résidences sociales etc...,
- ✓ Les partenaires concernant la vie sociale : Secours Catholique, Services Jeunesse, service de Prévention, associations etc...,
- ✓ Les conseillers en insertion socioprofessionnelle de la Mission Locale des 6 antennes, couvrant le territoire de la CASA,
- ✓ Les partenaires concernant le logement : les services logement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Article 5 : engagements des partenaires et modalités de paiement :

☒ La **Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes** alloue une subvention annuelle égale à 30 % d'une assiette de charges ainsi définie :

- 100 % des charges de salaire des personnels socio-éducatifs,
- 50 % des charges afférentes à la fonction de direction (dans la limite de 2 ETP),
- 25 % de la somme des charges précédentes au titre des dépenses de fonctionnement autres.

La subvention 2016 est établie à 39 700 € au vu des dépenses prévisionnelles du CLLAJ.

Son montant sera réajusté chaque année sur la base des dépenses réelles de l'exercice (annexes 2 et 3), dans la limite de 39 700 €, montant déterminé sur la base du budget prévisionnel 2015, dernière année de la convention.

Un acompte de 80 % sera versé à API Provence, dès la signature de la présente convention et chaque année **avant le 31 mars**. Le solde de la participation financière sera versé au gestionnaire du CLLAJ sur la base de la production des pièces justificatives listées en annexe 2, avant le 31 mars de l'année suivante.

☒ La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis** s'engage à apporter un soutien financier dans la limite des budgets votés par son Assemblée Délibérante. Un dossier de demande de subvention sera déposé chaque année. Le montant annuel est de 65 000 €. Un acompte de 70 % sera versé à API Provence, dès la signature de la convention annuelle et dans la mesure du possible avant le 31 mars. Le solde de la participation financière sera versé au gestionnaire du CLLAJ sur demande écrite et sur la base de la production des pièces justificatives suivantes, avant le 31 mars de l'année suivante :

- Le compte de résultat de l'année civile,
- Le rapport d'activité,
- La grille complétée des indicateurs (annexe 1).
- Un état de présence du personnel mis à disposition durant l'année civile.

✕ **Le Département des Alpes-Maritimes** s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par l'assemblée départementale, à apporter un soutien financier au titre du fonds départemental d'aide aux jeunes (FDAJ) pour un montant annuel de 20 000 €. Le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- Un 1^{er} paiement de 70 % soit la somme de 14 000 € dès notification de la présente convention et chaque année avant le 31 mars,
- Le solde de la participation financière sera versé au gestionnaire du CLLAJ sur demande écrite et sur production des documents suivants justifiant de la réalisation des objectifs.

Par ailleurs en application de l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée » l'association Api Provence devra tenir à disposition des services départementaux les rapports d'activités, revues de presse, outils de communication relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation relatifs aux périodes couvertes par la convention et à la consommation détaillée des crédits ainsi obtenus.

Elle devra également transmettre au Département dans les six mois qui suivent la fin de l'année civile en cours, une « copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité » et notamment un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

✕ **La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur** s'engage à apporter un soutien financier à l'association dans la limite des budgets votés par son Assemblée délibérante et sous réserve d'une instruction favorable chaque année d'un dossier de demande de subvention pour une action spécifique de fonctionnement, dans le respect du règlement financier régional.

Cette subvention pour une action spécifique de fonctionnement sera liquidée en conformité avec le règlement financier régional en vigueur au moment de la décision d'attribution de la subvention.

Article 6 : évaluation, bilan, modification et contrôle

Une évaluation sera faite annuellement sur la base des critères définis en annexe 1. Les résultats de cette évaluation annuelle seront communiqués à chaque partenaire de la présente convention.

Par ailleurs, l'association adressera chaque année aux partenaires financeurs, dans le mois suivant leur approbation et leur certification respectives, le rapport d'activité et le rapport financier approuvés par son Conseil d'administration.

Au vu des rapports, des bilans et de l'évaluation annuelle, les partenaires financeurs étudieront annuellement, dans le cadre d'un Comité de suivi composé d'un technicien par organisme financeur représentant celui-ci. Ce Comité de suivi analysera le degré de réalisation du projet territorial et pédagogique. Il pourra proposer à tout moment, des orientations, en vue d'ajuster les modalités de mise en œuvre et de réalisation des missions.

La présente convention pourra être modifiée et prorogée à l'initiative des parties par voie d'avenant.

Le service CLLAJ transmettra sans délai aux partenaires de la présente convention toute information relative aux missions et pouvant avoir une incidence sur l'exécution de celles-ci.

Les organismes financeurs se réservent le droit de faire effectuer les vérifications qu'ils jugeraient nécessaires et l'association API Provence s'engage à mettre à sa disposition les livres comptables et les pièces justificatives correspondantes au service CLLAJ. Toute information nécessaire aux missions d'évaluation et d'inspection des institutions partenaires de la convention sera mise à disposition par l'association.

Les partenaires de la présente convention seront associés à toute réunion nécessaire au bon déroulement des actions concernées par la présente convention.

Article 7 : durée

La présente convention prend effet à compter de sa notification et une fois revêtue de son caractère exécutoire, expire le 31 décembre 2018.

Article 8 : résiliation de la convention

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'un des contractants, avec un préavis de six mois, à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la rupture.

La convention est interrompue de plein droit, et sans délai, dès lors qu'il est constaté que l'un des contractants ne respecte pas ses engagements.

Pour l'Association cela entraînera automatiquement le remboursement des sommes perçues indûment.

Article 9 : obligations

Il sera fait mention du présent contrat et de l'aide des organismes financeurs dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures concernant le partenariat développé dans le cadre de ce contrat.

L'association fera apparaître les logos des partenaires dans ses documents de communication.

Article 10 : litige

Tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention sera de la compétence exclusive des Tribunaux Administratifs.

Fait en 6 exemplaires à Antibes, le2016

Le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes Yves FASANARO	Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis Jean LEONETTI
Le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes Eric CIOTTI	Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur Christian ESTROSI
Le Président de l'Association API PROVENCE Pierre BREUIL	

ANNEXE 1



OBJECTIFS A REALISER 2016 / 2018 ACTION CLLAJ API PROVENCE

OBJECTIFS FIXES		OBJECTIFS REALISES	
NOMBRE DE 1ER ACCUEILS	400	NOMBRE DE 1ER ACCUEILS	
NOMBRE DE SUIVIS	600	NOMBRE DE SUIVIS	
NOMBRE D'ATELIERS COLLECTIFS	20	NOMBRE D'ATELIERS COLLECTIFS	
NOMBRE DE PARTICIPANTS	90	NOMBRE DE PARTICIPANTS	
NOMBRE DE RELOGES	120	NOMBRE DE RELOGES	
NOMBRES DE DEMANDE D'AIDES FINANCIERES (FSL, FADJ, etc...)	30	NOMBRES DE DEMANDE D'AIDES FINANCIERES (FSL, FADJ, etc...)	

Eléments qualitatifs à développer :

- ☛ Entretiens individuels
- ☛ Médiation
- ☛ Travail sur l'évaluation budgétaire des jeunes.

ANNEXE 2

REFERENTIEL DES PIECES JUSTIFICATIVES POUR LES AIDES FINANCIERES COLLECTIVES

I - Pièces justificatives relatives aux bénéficiaires et aux gestionnaires

I.1 Associations

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires à la signature de la convention
Existence légale	- Récépissé de déclaration en Préfecture.
Vocation	- Statuts datés et signés – chiffres clés (nombre d'adhérents, effectif salarié...).
Régularité face aux obligations légales et réglementaires	- Attestation du gestionnaire relative au respect des obligations sociales. - Attestation précisant que le gestionnaire a recours à un commissaire aux comptes pour les associations recevant des subventions d'un montant global \geq à 153.000 € ou si deux des trois conditions suivantes sont remplies : <ul style="list-style-type: none">- effectif \geq 50 salariés- CA \geq 3.100.000 €- total du bilan $>$ 1.550.000 €
Capacité du contractant	- Liste des membres du Conseil d'Administration et du Bureau. - Délibération du Conseil d'Administration autorisant le contractant à signer.
Engagement à réaliser l'opération	- Délibération du Conseil d'Administration autorisant la création et/ou la gestion de l'équipement, de l'activité ou de l'action. - Attestation précisant que la structure ne fait pas l'objet d'une mesure de redressement judiciaire ou n'est pas en liquidation judiciaire.
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du gestionnaire ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).

II - Pièces justificatives relatives aux structures, activités ou actions financées par une subvention de fonctionnement

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires à la signature de la convention	Justificatifs nécessaires au paiement	
		Acompte	Paiement sans acompte ou solde de l'aide au fonctionnement
Eléments relatifs à la demande	- Descriptif et motifs de la demande		
Eléments financiers et d'activité :			
Financement d'une structure	- Budget prévisionnel de la structure faisant apparaître le montant des subventions sollicitées de la CAF et des autres financeurs	- l'échéancier des versements figure dans la convention : se reporter à cet échéancier	- Compte de résultat de la structure signé par la personne habilitée - Rapport d'activité de la structure signé par la personne habilitée
Financement d'une activité ou d'une action	- Budget prévisionnel de l'activité/action ou - Plan de financement prévisionnel signé de la personne habilitée : d'une part, le coût de l'opération et d'autre part, les financements sollicités et le cas échéant obtenus - Nature et nombre de bénéficiaires prévisionnels		- Compte de résultat de l'activité / action signé par la personne habilitée ou plan de financement définitif, signé de la personne habilitée, détaillant : d'une part le coût de l'opération (hors taxe et/ou toutes taxes comprises) et d'autre part, les financements obtenus - Bilan de l'activité ou de l'action menée

ANNEXE 3

Modalités de calcul de la subvention de la CAFAM pour la période 2016-2018

Le principe d'une aide à la fonction socio-éducative qui garantisse à l'opérateur les moyens humains pérennes nécessaires à la réalisation de ses missions, à l'instar des prestations de service allouées au financement des FJT, a été adopté par la Commission d'Action Sociale du 4 décembre 2009.

Le niveau de financement se définit en référence à une assiette de charges de fonctionnement sur laquelle la prise en charge CAF est fixée à 30 %.

Sur la base de son budget 2015, l'assiette de référence du CLLAJ est ainsi constituée :

Montant prévisionnel ou de référence pour le calcul de l'assiette		Taux appliqué	Assiette retenue
charges de personnels socio-éducatifs		100 %	
charges de personnels de direction (0.8 ETP)		50 %	
Total charges de personnel retenus			
Charges de fonctionnement autres Référence = charges précédemment retenues		25 %	
Total de l'assiette			

La subvention finance **30 % de l'assiette** soit : **39 700 €**,

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.103
Nature : DE - Deliberations
Objet : Fonctionnement du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes API PROVENCE - Convention triennale de partenariat
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111245694
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-30-50.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h31:10

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6175-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6175
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Fonctionnement du Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes API PROVENCE - Convention triennale de partenariat
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6175-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160627-AOI_6175-DE-1-1_2.pdf